

AKTUELL

ÉDUCATION PRÉCOCE

Des pistes à explorer

David Angel

Le ministère de l'Éducation nationale et l'université ont présenté les résultats d'une étude sur l'éducation précoce. Un bon début qui ne livre pas des réponses à toutes les questions.

L'évaluation de l'éducation précoce par les différentes parties prenantes serait généralement positive : voilà la conclusion du ministre de l'Éducation Claude Meisch. Il avait invité, avec l'unité de recherche Inside de l'Université du Luxembourg, à la présentation des résultats d'une étude sur le sujet.

« Nous avons essayé d'assembler un mélange de différentes perspectives et de différentes personnes », a expliqué le professeur Dieter Ferring, directeur d'Inside.

L'étude dont il a présenté les résultats est subdivisée en quatre « sous-études » : une analyse des données secondaires sur l'éducation précoce, une analyse exploratoire se basant sur les perspectives des différents acteurs, une analyse qualitative approfondie sous forme de groupes d'échange avec ces mêmes acteurs et une évaluation sur base d'échelles d'évaluation prédéfinies.

« Les enfants qui visitent le précoce ont trois, voire quatre ans. C'est un âge où ils sont particulièrement capables d'absorber beaucoup de choses, notamment les langues », a expliqué Ferring, qui est professeur en psychologie.

63,5 pour cent des enfants âgés de trois ans ont fréquenté l'éducation précoce - facultative - pendant l'année scolaire 2013-2014. Les proportions entre Luxembourgeois et étrangers sont à peu près les mêmes que pour l'ensemble des habitants, mais le luxembourgeois est la langue maternelle pour seulement 38 pour cent des enfants.

« Nous observons de plus en plus d'enfants qui n'ont pas de vraie langue maternelle », relate Dieter Ferring. Un phénomène qui serait dû aux parents qui parlent une autre langue entre eux qu'avec leurs enfants.

Pour l'analyse exploratoire, quatre groupes d'acteurs ont été interrogés : parents d'enfants qui fréquentent l'éducation précoce, parents d'enfants qui n'y vont pas, enseignants et éducateurs ainsi que représentants communaux. Tous s'accordent à dire que le précoce favorise l'apprentissage de la langue luxembourgeoise et le développement social.

Côté propositions d'amélioration, l'accent est mis sur plus de coopération entre l'éducation précoce et les structures d'accueil, afin d'éviter aux enfants de devoir changer de structure plusieurs fois par jour. Limiter les tailles des groupes est une autre proposition commune à tous. En effet, selon l'analyse des données secondaires, la taille des groupes varierait entre 11 et 21 enfants.

L'analyse qualitative est basée sur des entretiens de groupe avec les différents acteurs. Premier constat unanime: les enfants ont un niveau de développement différent quand ils arrivent. Par conséquent, l'éducation précoce devrait être adaptée à ces différents niveaux.

Plus de flexibilité

En ce qui concerne l'organisation, l'importance de la flexibilité dans l'accueil est soulignée ; « les enfants devraient pouvoir arriver entre huit et neuf heures » est un des constats des groupes d'échange.

Cela permettrait peut-être d'atteindre les parents d'enfants qui ne fréquentent pas le précoce et qui représentent quand même un tiers des enfants de trois ans. Si les raisons pour ne pas inscrire son enfant sont diverses, la « combinaison entre l'emploi des deux parents et l'adéquation des horaires de l'éducation précoce avec les besoins des parents » jouerait un rôle essentiel.

S'il est difficile de tirer des conclusions définitives de l'étude, le professeur Ferring a tout de même exprimé la certitude que « pour des enfants issus de situation précaires, l'éducation précoce est bénéfique ». Mais l'éducation précoce atteint-elle ces enfants ? Y a-t-il une corrélation entre situation socio-économique et le fait de fréquenter ou non l'éducation précoce ? Des questions auxquelles l'étude ne livre pas de vraies réponses.

« Je voudrais souligner que nous nous trouvons encore au tout début de nos recherches », a expliqué Ferring. Pour Meisch aussi, il s'agit, pour le moment, uniquement de pistes à explorer. C'est le cas de le dire : l'étude fournit tout au plus les hypothèses sur lesquelles se baser à l'occasion d'une possible nouvelle étude, dotée de plus de moyens et d'une plus grande envergure. Mais le début est fait.

SHORT NEWS

EU-Afrika-Erpressungsgipfel

(rg) - Bekämpfung der Fluchtursachen, Rückführung von Flüchtlingen, Kampf gegen Menschenhändler ... In dieser Reihenfolge wollen die EU und die afrikanischen Staaten den am Donnerstag in La Valetta beschlossenen „Aktionsplan“ abarbeiten. Zum ersten und wesentlichsten Punkt wurde eigentlich nichts festgehalten. Das wäre zum Beispiel eine von Fairness geleitete Handelspolitik, die u. a. darauf verzichtet, den Westafrikanern die letzten Fischbestände vor ihren Küsten wegzufischen. Oder ein Verzicht auf die Economic Partnership Agreements, die die schwachen afrikanischen Wirtschaften zu einer weitgehenden Öffnung ihrer Märkte zwingen. Neues Geld gibt es zwar, aber vor allem für den „Kampf gegen illegale Migration“, also z. B. für Rückführungsabkommen. Die afrikanischen Staaten verpflichten sich, illegal in die EU eingereiste Landsleute zurückzunehmen. Tun sie es nicht, gibt es nicht nur keine neuen Mittel, sondern auch die klassische Entwicklungshilfe kann dann zurückgefahren werden. Geld gibt es, wenn Landesgrenzen besser geschützt oder Transitzentren entlang der Fluchtrouten eingerichtet werden. Immerhin: Legale Wege in die EU sollen „erweitert“ und die Universitäts-Austauschprogramme bis 2016 verdoppelt werden. Die Gebühren für Auslandsüberweisungen von Afrikanern in der EU sollen bis 2030 (!) auf maximal drei Prozent begrenzt werden. Bis dahin werden die hiesigen Banken weiter kräftig an den mehrstelligen Milliardenbeträgen, die emigrierte AfrikanerInnen jährlich in die Heimat überweisen, mitverdienen.

Changer l'Europe ? Mieux vaut oublier la politique !

(da) - « Anert Europa » (« Une autre Europe »), tel est le mot d'ordre d'une « journée d'organisation » qui se tiendra samedi 14 novembre. « Anert Europa », c'est aussi le nom que s'est donné un regroupement d'organisations de jeunesse de gauche, dont les Jeunes Verts, Jonk Lénk, les Jeunesses socialistes, mais aussi l'Unel, Richtung22 et les organisations de jeunesse du Landesverband et de l'OGBL. Un regroupement qui s'est créé à la suite des événements en Grèce et dont le but proclamé est une Europe plus sociale et plus démocratique. Samedi, ce seront des sujets aussi divers que les membres d'« Anert Europa » qui seront abordés. Au menu, entre autres, un débat sur les intérêts communs et les possibilités d'agir ensemble des étudiants en Europe, un exposé sur les mouvements sociaux extraparlimentaires des deux dernières décennies, un « carrousel d'idées » sur les milieux de la culture alternative. En fin d'après-midi, deux tables rondes, une sur le journalisme critique et une sur les réfugiés, viendront compléter le planning, avant de finir en douceur avec la projection d'un film de Ken Loach. Pour cette première « journée d'organisation », « Anert Europa » a choisi la devise « Vergiess d'Politik ! » (« Oublie la politique ! »). Rendez-vous au Casino syndical à partir de 11 heures.

OGBL: Karrieren aufwerten!

(da) - Einen heißen November hatte der OGBL der Regierung versprochen (woxx 1338). Bisher scheint die größte Gewerkschaft des Landes ihr Versprechen zu erfüllen: Zum einen wurde in dieser Woche eine „Aktionswoche“ des Gesundheits- und Sozialsyndikats mit vier Protestaktionen vor verschiedenen Krankenhäusern, Pflegeheimen und anderen sozialen Einrichtungen durchgeführt. Ziel der Aktionen war es, die volle Umsetzung der Gehälterreform im öffentlichen Dienst im Gesundheits- und Erziehungssektor, und dementsprechend die Aufwertung der Karrieren des Personals, durchzusetzen. Am 24. November gehen die Verhandlungen über die Kollektivverträge für Privatbedienstete im öffentlichen Gesundheits- und Erziehungsbereich in die erste Runde. Zum anderen plant der OGBL, seiner Forderung nach einem „Sozialpaket“ mit einer angekündigten Demonstration am 26. November Nachdruck zu verleihen. Die Gewerkschaft verlangt im Hinblick auf die Steuerreform mehr Steuergerechtigkeit, aber auch eine Arbeitszeitverkürzung per Einführung einer sechsten Urlaubswoche oder noch eine Erhöhung des Mindestlohns. Daneben wird von der bevorstehenden Reform der Pflegeversicherung eine höhere Qualität der Pflegeleistungen erwartet.